

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 13 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2017
(LORRAINE)

NOR : ASET1750308M
IDCC : 1596, 1597

Entre
SCOP BTP Est
FFB Grand Est
CAPEB Grand Est

D'une part, et
CFTC
URCB CFDT
FG FO construction

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Suite à la réunion paritaire qui s'est tenue à Nancy le 13 février 2017, tous les partenaires sociaux ayant été dûment invités, en présence des représentants de la FFB Grand Est, la CAPEB Grand Est et des représentants CFDT, CFTC, CGT-FO et CFE-CGC.

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part.

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minima des ouvriers.

Article 1^{er}

Les valeurs ci-après définies correspondent à un horaire de travail mensuel de 151,67 heures.

Article 2

À compter du 1^{er} janvier 2017, la grille des salaires des ouvriers du bâtiment est la suivante (base 151,67 heures) pour les départements : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	SALAIRE HORAIRE
150	1 480,30	9,76
170	1 501,95	9,90
185	1 535,09	10,12
210	1 707,30	11,26
230	1 838,40	12,12
250	1 974,80	13,02
270	2 128,67	14,03

Article 3

Cet accord est valable du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Article 4

Conformément à la législation en vigueur, l'accord sera déposé auprès de la direction générale du travail, (dépôt des accords collectifs), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 5

L'extension de cet accord, avec son application la plus rapide, sera demandée à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex.

Fait à Nancy, le 13 février 2017.

(Suivent les signatures.)